

société d'avocats

Marc SAINT-GENE
Arnaud CASALONGA
Philippe COURTOIS
Nicolas C. SAUVAGE
Eric BORYSEWICZ
Thierry DUGAST
Jean-Christophe GUERRINI
Hervé GABADOU
Alain GORNY
Béatrice LABBOZ
Sébastien ROBINEAU
avocats associés

REÇU LE 6 AVR. 2005

GOOGLE FRANCE

75008 Paris

Paris, le 5 avril 2005

RECOMMANDE AVEC A.R

AFF. FRANCE 2 et FRANCE 3 c/ GOOGLE

Dossier n° 20040628 - JCG/RF

Vos réf. :

Madame, Monsieur,

Les sociétés France 2, France 3 dont je suis le conseil, me remettent un dossier qui laisse apparaître qu'elles sont victimes d'agissements portant atteinte à leur image et aux droits dont elles disposent sur les marques et dénominations « france 2 » et « france 3 ».

En effet, mes clientes ont constaté que les sites www.france2.com et www.france3.com, dont les contenus sont à caractère pornographique, apparaissent en troisième position sur votre moteur de recherche à l'adresse www.google.fr en tapant les requêtes « france2 » et « france3 ».

Ces agissements portent manifestement atteinte à la considération et à l'image de mes clientes et constituent également une contrefaçon des marques dont elles sont titulaires.

En effet, les sociétés France 2 et France 3 sont des sociétés nationales de programmes de télévision ; à ce titre, elles assurent une mission de service public.

75116 Paris
Tél. :
Fax :

www.courtois-lebel.com
Palais P44
SIRET 784 659 112 00048
TVA FR 69 784 659 112

Association of European Lawyers
ALEFA INTERNATIONAL

Conformément aux dispositions du décret n° 94-813 du 16 décembre 1994 portant approbation des cahiers des missions et des charges des Sociétés France 2 et France 3, ces sociétés aspirent à rassembler le public le plus large tout en affirmant leur personnalité par une offre de programme spécifique, fondée sur quatre caractéristiques majeures :

- en exécutant la mission culturelle, éducative et sociale que leur assigne la loi, ces chaînes apportent au public information enrichissement culturel et divertissement dans le respect constant de la personne humaine,
- elles assurent le pluralisme de leurs programmes en abordant tous les genres et en s'ouvrant à tous les publics,
- la programmation qu'elles proposent est particulièrement riche et diversifiée dans le domaine des émissions culturelles et des programmes pour la jeunesse,
- elles accomplissent un effort significatif de création télévisuelle (...).

En cela, les sociétés France 2 et France 3 ont vocation à constituer la référence, notamment en matière d'éthique et refusent d'être associées à des contenus à caractère pornographique.

Par ailleurs, les dénominations France 2 et France 3 constituent l'élément vedette des dénominations sociales respectivement de la Société France 2 et de la société France 3, ainsi que leur nom commercial.

De plus, la société France 2 est titulaire des marques suivantes :

- « France 2 » n° 92 401 176 déposée le 14 janvier 1992 pour désigner les produits et services des classes 9, 16, 35, 38 et 41 et régulièrement renouvelée ;
- Marque communautaire « France 2 » n° 684704 déposée le 17 novembre 1997, et enregistrée pour désigner les produits et services en classe 9, 16, 38 et 41 ;


La société France 3 est titulaire des marques :

- « France 3 » n° 92 401 175, déposée le 14 janvier 1992 pour désigner les produits et services des classes 9, 16, 35, 38 et 41 et régulièrement renouvelée.
- Marque communautaire « France 3 » n° 2364172, déposée le 3 septembre 2001 et enregistrée pour désigner les produits et services en classes 9, 16, 35, 38 et 41.

Ces marques sont notoirement connues.

Enfin, les sociétés France 2 et France 3 exploitent chacune un site Internet, respectivement à l'adresse france2.fr et france3.fr depuis de nombreuses années.

Les agissements constatés sont manifestement illicites et portent gravement atteinte aux intérêts de mes clientes ainsi qu'il l'a été jugé selon ordonnance du TGI de Nanterre du 17 mai 2001 dont vous trouverez copie jointe.

 C O U R T O I S
L E B E L

En conséquence, au nom et pour le compte des sociétés France 2 et France 3, je vous demande de procéder au déréférencement des noms de domaine www.france2.com et www.france3.com de votre moteur de recherche dès réception de la présente.

En tant que de besoin, je vous invite à transmettre copie de la présente à celui de mes Confrères que vous aurez fait le choix de retenir.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes meilleures salutations.



 scourtois@lebel.com

PJ

Extrait des minutes du Secrétariat-Greffe du Tribunal
de Grande Instance de la Circonscription Judiciaire
de Nanterre (Département des Hauts-de-Seine),
République Française

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE

REFERES

ORDONNANCE DE REFERE RENDUE LE 17 Mai 2001

N°R.G. : 01/01497
MINUTE : REF/2001/1272

DEMANDERESSES

S.A. NATIONALE DE TELEVISION FRANCE 2
7 Esplanade Henri de France
75015 PARIS

S.A. NATIONALE DE
TELEVISION FRANCE 2

Société NATIONALE DE TELEVISION FRANCE 3
7 Esplanade Henri de France
75015 PARIS

Société NATIONALE DE
TELEVISION FRANCE 3

représentées par la S.C.P. COURTOIS-LEBEL
avocats au barreau de PARIS P 44
(Maître Arnaud CASALONGA)

DEFENDEUR

c/

Monsieur Kim SEGWON
765-39 Chakjon 2 - Dong Kyeyang - Gu Incheon
REPUBLIQUE DE COREE

Kim SEGWON

non comparant

COMPOSITION DE LA JURIDICTION

Président : Dominique ROSENTHAL-ROLLAND,
Vice-Président, tenant l'audience des référés par délégation
du Président du Tribunal,
Greffier : Bruno MARAIS, Greffier

Statuant publiquement, par ordonnance Réputée
contradictoire, en premier ressort :

Le 24 avril 2001, la société nationale de télévision France 2 et la société nationale de télévision France 3 ont assigné en référé d'heure à heure Kim Segwon domicilié en Corée sur le fondement des articles 1382, 1383 du code civil, 809 du nouveau code de procédure civile et L713-5 du code de la propriété intellectuelle.

Elles demandent :

- qu'il soit jugé qu'en enregistrant les noms de domaine Internet "france2.com" et "france3.com" pour désigner des sites à caractère pornographique, Kim Segwon a porté atteinte à leurs droits privatifs sur leur dénomination sociale, leur nom commercial, leur nom de domaine et leurs marques et a commis des agissements engageant sa responsabilité;
- qu'il lui soit fait interdiction d'utiliser les dénominations France 2 et France 3, sous astreinte de 20.000 francs par infraction constatée, chaque affichage à l'écran constituant une infraction distincte;
- que soit ordonné le transfert des noms de domaine ;
- que chacune des sociétés France 2 et France 3 puissent transmettre copie de la décision requise à la société Hangang Systems Inc., société agréée par l'ICANN et registrar des noms de domaine pour le compte de Kim Segwon aux fins de procéder aux transferts;
- que Kim Segwon soit condamné à payer à chacune des sociétés France 2 et France 3 la somme de 1.000.000 francs à titre de dommages et intérêts provisionnels;
- que l'ordonnance soit publiée dans 10 journaux ou revues, aux frais de Kim Segwon;
- qu'il soit rappelé que l'exécution provisoire est de droit, sur minute;
- que Kim Segwon soit condamné à payer à chacune des sociétés France 2 et France 3, la somme de 50.000 francs au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure civile.

Il est établi que Kim Segwon assigné à parquet a eu connaissance de l'acte introductif d'instance ainsi que l'exige l'article 479 du nouveau code de procédure civile; il n'a pas constitué avocat.

SUR CE :

Les sociétés nationales de télévision France 2 et France 3 sont des sociétés nationales de programmes de télévision; elles sont titulaires respectivement de la marque France 2 déposée le 14 janvier 1982 et de la marque France 3 déposée le 14 janvier 1992 ; ces dénominations constituent depuis de nombreuses années par leur notoriété, l'emblème représentatif des sociétés nationales de télévision France 2 et France 3 .

Elles exploitent chacune un site Internet aux adresses france2.fr et france3.fr.

Elle ont découvert que Kim Segwon avait enregistré auprès de l'organisme Hangang Systems Inc, opérateur de noms de domaine Internet agréée par l'ICANN, les noms de domaine "france2.com" et "france3.com".

Elles ont fait effectuer un constat d'huissier le 20 avril 2001; il a été constaté qu'en se connectant à ces adresses, l'internaute était conduit à deux sites à caractère pornographique.

Il est incontestable qu'en adoptant pour noms de domaine les dénominations France 2 et France 3, Kim Segwon a reproduit les marques des sociétés nationales de télévision France 2 et France 3, sans l'autorisation de ces dernières.

Mis en demeure, le 20 avril 2001, par le conseil des sociétés nationales de télévision de procéder au transfert des noms de domaine, Kim Segwon répondait : "mon enregistrement des noms de domaine est légal de même que les sites web que j'exploite; les noms de domaine sont internationaux; mes sites sont mon commerce avec lesquels je fais beaucoup d'argent".

Les marques France 2 et France 3 qui ont acquis une notoriété auprès du public, doivent bénéficier de la protection conférée par l'article L 713-5 du Code de la Propriété Intellectuelle qui dispose que l'emploi d'une marque jouissant d'une renommée, pour des produits ou services non similaires à ceux désignés dans l'enregistrement, engage la responsabilité civile de son auteur s'il est de nature à porter préjudice au propriétaire de la marque.

En l'occurrence, la reproduction des marques France 2 et France 3 sur Internet à titre de noms de domaine porte atteinte aux sociétés nationales de télévision, en effet en saisissant les noms de domaine "france2.com" et "france3.com" les personnes connectées à l'Internet accèdent à un site pornographique, ce qui crée pour ces sociétés un considérable préjudice d'image; il en est pour preuve la publication de plusieurs articles dans la presse.

Par ailleurs les agissements de Kim Segwon portent atteinte aux droits des sociétés nationales de télévision France 2 et France 3, sur leurs dénominations sociales, leurs noms commerciaux.

Ils constituent pour ces sociétés un trouble manifestement illicite.

Dans ces conditions, il sera fait droit aux mesures d'interdiction et de transfert, sous astreinte, tel qu'il est précisé au dispositif de l'ordonnance.

Eu égard aux éléments de la cause, il sera allouée à chacune des sociétés nationales de télévision France 2 et France 3, la somme de 200.000 francs à titre de dommages et intérêts provisionnels.

Cette indemnisation sera complétée par une mesure de publication, ainsi qu'il est énoncé au dispositif.

Compte tenu de l'urgence, il convient d'ordonner que la mesure de transfert des noms de domaine sera exécutoire au seul vu de la minute.

Les conditions d'application de l'article 700 du nouveau code de procédure civile sont réunies et il convient d'allouer à chacune des sociétés demanderesse la somme de 30.000 francs.

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par décision réputée contradictoire, en premier ressort, en référé.

Faisons interdiction à Kim Segwon d'utiliser les dénominations France 2 et France 3, sous astreinte de 10.000 francs (1524.49 €) par jour de retard, passé le délai de 72 heures suivant la signification de la présente ordonnance.

Lui faisons injonction de procéder aux formalités de transfert des noms de domaine "france2.com" et "france3.com" au profit des sociétés nationales de télévision France 2 et France 3.

Disons que ces sociétés pourront, pour le compte de Kim Segwon, transmettre à la société Hangang Systems Inc., copie de la présente décision, afin de procéder aux transferts des noms de domaine.

Condamnons Kim Segwon à payer à chacune des sociétés nationales de télévision France 2 et France 3, la somme de 200.000 francs (30.489,80 €) à titre de dommages et intérêts provisionnels.

Autorisons la publication de cette décision dans 5 journaux ou revues au choix des sociétés demanderesse, aux frais de Kim Segwon, dans la limite de la somme de 10.000 francs (1524,49 €) par insertion.

Rappelons que l'exécution provisoire est de droit; disons que la mesure de transfert sera exécutoire sur minute.

Condamnons Kim Segwon à payer à chacune des sociétés nationales de télévision France 2 et France 3, la somme de 30.000 francs au (4573,47 €) titre des frais irrépétibles.

Le condamnons aux dépens;

Ont signé :

LE GREFFIER



LE PRÉSIDENT

